

Colloque international
Gouvernance et recherche en éducation
20-21 avril 2016, Bienne (Suisse)

SYMPOSIUM

Coordinateur du symposium

Nom, prénom	REYES CAYUL Ignacio Eduardo
Fonction	Coordinateur du symposium et intervenant
Affiliation / Institution	Faculté de Psychologie et Sciences de l'Education, Université de Genève.
Courriel	Ignacio.reyes@etu.unige.ch

Mots-clés	Gouvernance – équité – organisations financières internationales – triestamentalidad - politiques enseignement supérieur
-----------	--

La notion gouvernance dans l'enseignement supérieur en Afrique du Nord et Amérique Latine : réformes politiques, place des organisations internationales et poids des acteurs locaux face au discours institutionnel

La notion de gouvernance, remise au goût du jour dans les années 1990 a influencé de nombreux aspects de la gestion des affaires publiques. Le terme en lui-même, comme l'explique Huynh-Quan-Suu (n.d.), dénote une manière de gérer le domaine public mais également une distinction avec « le gouvernement en tant qu'institution » (p.1).

Cette nouvelle gouvernance essentiellement portée par des instances financières (FMI, Banque Mondiale, OCDE) a influencé les politiques publiques. L'éducation tertiaire n'a pas échappée à ce mouvement et nous verrons dans ce symposium que les impacts de la gouvernance ont été multiples et internationaux et ont touché de nombreux aspects sociétaux : intégration des diplômés, ouverture des universités, démocratie, accès et financement.

À travers différents exemples en Afrique du Nord et en Amérique Latine, nous aurons l'opportunité de constater les divers tournants qu'a pu prendre l'application de la gouvernance dans le secteur éducatif public.

Des causes aux conséquences, les analyses porteront sur la transformation des systèmes éducatifs tertiaires en fonction de recommandations portées par des institutions financières porteuses du concept de gouvernance.

La notion d'équité sera également traitée à travers ce prisme. La présentation de Rodrigues nous montrera comment la gouvernance, bonne gouvernance a eu un impact sur la gestion de l'équité et de l'évaluation de l'Enseignement Supérieur brésilien.

Au fil du temps, le rôle de l'université a été challengée, Reyes Cayul démontrera comment la gouvernance de l'université chilienne a été conçue par le discours officiel en suivant les modèles proposés par l'international ; ainsi que dans le discours des acteurs sociaux.

La dernière présentation reprendra les points clés de la gouvernance tel qu'énoncés par l'économiste Williamson (1989) pour analyser les transformations des systèmes universitaires marocains et tunisiens. Ces transformations seront mises en perspectives grâce aux événements récents vécus par ces deux pays : des tensions sociales fortes.

Communication 1

Nom, prénom, affiliation de
l'intervenant

de Oliveira Rodrigues, Eliane. Universidade Federal do Rio de Janeiro

L'équité, l'évaluation et le concept de bonne gouvernance dans les politiques de l'enseignement supérieur brésilien : décoloniser le pouvoir du discours

Ce travail a comme but d'analyser les Politiques d'évaluation de l'Enseignement Supérieur Brésilien sur la question de la gouvernance, notamment si ces politiques cherchent à mettre en œuvre l'idée de bonne gouvernance. Nous utilisons comme source documentaire, les documents basés du SABER (Systems Assessment for Better Education Results) - Tertiary Education gouvernance: la collecte de données et outil d'évaluation sur la gouvernance dans l'enseignement supérieur, publié en 2012 par la Banque Mondiale et avec lequel nous cherchons à vérifier comment au sein du Système National d'évaluation de l'Enseignement Supérieur (SINAES) dans les politiques éducatives brésiliennes, après 2012, existent dans les concepts de gouvernance et de bonne gouvernance. Toutefois, donner également une attention particulière à la notion d'équité, tel qu'elle a été présentée dans les huit objectifs pour la réalisation de la bonne gouvernance. L'équité est le concept clé pour le financement de l'enseignement supérieur. Par conséquent, ce travail met en évidence les documents de politiques éducatives brésiliennes qui renforcent l'équité comme l'un des mécanismes de la bonne gouvernance. Toutefois, nous nous interrogeons sur la façon dont un système public d'enseignement supérieur tel que le Brésilien peut correspondre ou non aux évaluations des besoins souvent en dehors de leur fonctionnement. L'axe de la (bonne) gouvernance, l'évaluation et l'équité / financement, nous croyons collaborer avec la décolonisation du pouvoir discursif qui a été souvent imposé sur les universités, qui ne laisse pas la place à d'autres formes de gestion et de gouvernance qui émergent. Les études de décoloniales nous permettent de voir la façon dont les relations de savoir / pouvoir peuvent être historiquement construites pour les processus de colonisation du discours sur les pays du sud. (Fanon, 1952. Freire, 1992; Souza, 2000). Donc, nous marchons sur les espaces restants de la proposition de gestion démocratique et populaire de l'éducation brésilienne qui peuvent contribuer en tant que particulier, et la résistance aux impositions externes.

Communication 2

Nom, prénom, affiliation de l'intervenant	REYES CAYUL, Ignacio, Université de Genève.
---	---

Regards sur les modèles de gouvernance de l'université publique chilienne et la notion de *triestamentalidad* évoquée par les organisations des étudiants : analyse des nouvelles perspectives de pouvoir, savoir et de la formation de l'être.

La réforme de l'enseignement supérieur, mis en place en 1981, a introduit une décentralisation du modèle des universités : les anciens campus de l'Université du Chili et de l'Université Technique de l'Etat, sont devenus des nouvelles institutions publiques d'enseignement supérieur (Soto Roa, 2000).

Selon ce nouveau paysage, la gouvernance des universités chiliennes transite par quatre modèles définis par Brunner (2011) un modèle bureaucratique, collégial, entrepreneur et de parties prenantes (Musselin, 2001). Cette structure possède une longue histoire et répond aussi aux besoins venus de l'international. (OCDE, 2004) et se base sur la composition disciplinaire du savoir.

Cependant, ces quatre modèles excluent deux points : d'une part, ni ces quatre modèles, ni les recommandations venues de l'international, incluent significativement la place du contexte local ; d'autre part, la production et les finalités du savoir ne sont pas complètement développées, sauf, dans le cas du modèle collégial.

Par ailleurs, un autre regard sur la gouvernance des universités s'inscrit dans une articulation triangulaire, évoqué par Castro-Gómez (2007), où l'université est conçue comme l'institution qui s'assume une structure de pouvoir, génère et détermine le savoir et s'occupe de la formation de l'être, en suivant toujours une ordre hiérarchique et organisé selon une division disciplinaire du savoir. Ces trois axes sont essentiellement liés : les universités publiques chiliennes transitent dans ces trois axes, toujours en gardant les modèles de gouvernance présentés par Brunner.

En outre, la *triestamentalidad* est définie comme la participation effective de tous les membres de la communauté universitaire (Corps académique, administratif et étudiants). Les organisations des étudiants ont développé cette notion en passant du droit au vote dans les élections internes jusqu'au co-gouvernement universitaire (Lillo, Contreras & Aillañir, 2015).

Dans la plupart d'expériences de *triestamentalidad*, elles ne modifient pas la structure hiérarchique de l'université, au contraire, la participation des administratifs et étudiants s'intègre dans cet organigramme ; Un exemple à ce sujet est le *Claustro triestamental*. Il s'agit d'une instance de discussion non reconnue officiellement, qui aborde des thématiques importantes pour l'université, en esquissant une remise en question de la production du savoir, la démocratisation des institutions et la formation de l'être qui est visée par l'université.

Dans ce cas, la *triestamentalidad* renvoie à la notion de Transdisciplinarité, énoncé par Castro Gómez (2007), laquelle porte sur une ouverture épistémique envers d'autres savoirs, exclus de l'université (et même de la définition du savoir). Ainsi, la production des savoirs, les pratiques et les conditions de vie dans le contexte local rentrent dans le champ d'action de l'université, sans nier ou effacer, par contre, les modèles et savoirs venus d'ailleurs, en particulier, du nord et du discours des organisations internationales.

Communication 3

Nom, prénom, affiliation de l'intervenant

Radhouane Myriam, Université de Genève - FPSE

Des réformes universitaires aux tensions sociales. Analyse des systèmes marocains et tunisiens

Le Maroc et la Tunisie ont pour important point commun d'avoir été des colonies françaises jusqu'en 1956, année de leur indépendance. La restructuration des pays en termes d'identités, d'organisation politique ou économique n'a pas été chose aisée. Pour cela, les institutions financières internationales (FMI/Banque Mondiale) ont proposé aux deux pays des Plans d'Ajustement Structurels (PAS). Ces plans avaient pour objectif de redresser et relancer les économies et cela dans une direction libérale.

Ce renouveau économique a impacté diverses facettes du pays qu'elles soient sociales, économiques ou politiques : l'enseignement supérieur n'a pas échappé à cette mouvance due aux P.A.S.

Effectivement, au Maroc et en Tunisie, l'enseignement supérieur a subi des réformes telles qu'énoncées dans le consensus de Washington. L'économiste John Williamson les a résumées en 10 points clés qui nous serviront de guide lors de notre analyse. Nous nous baserons sur une recherche conduite précédemment à propos des deux systèmes universitaires susmentionnés.

Par exemple, le deuxième point résumé par Williamson (1989) explique la réorientation des budgets dans des secteurs permettant un fort retour sur investissement mais également de réduire les inégalités sociales. Cela s'est traduit au Maroc et en Tunisie par une augmentation des investissements financiers dans l'enseignement supérieur et une démocratisation de ce dernier.

Le problème de cette nouvelle organisation tourne autour des tensions créées par ces orientations : une réaffirmation de l'enseignement supérieur public formant essentiellement les futurs cadres de l'administration publique versus une libéralisation du commerce extérieur et un encouragement à la privatisation des secteurs étatiques.

Cette opposition a rendu les universitaires incapables de se faire absorber par un marché du travail qui ne correspond pas à la vocation de leur cursus, ni à leur organisation.

Nous avons alors souhaité analyser les problématiques des systèmes universitaires marocains et tunisiens sous l'œil de ces réformes qui est l'un des facteurs ayant conduit au chômage des diplômés qui lui-même a eu une influence sur le développement de tensions sociales fortes dans les deux pays. Un phénomène appelé sous le nom de Printemps Arabes.